

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le président, je ne suis pas au courant de l'existence d'un plan précis conçu par le premier ministre de la Colombie-Britannique. Cependant, il ne peut pas, sans l'autorisation du gouvernement fédéral, construire un chemin de fer au Yukon. Nous faisons des efforts constants pour avoir les meilleurs rapports avec le gouvernement de la Colombie-Britannique. Dans ce domaine comme dans d'autres, je pense que mon collègue, le ministre des Transports, a peut-être eu des conversations avec le gouvernement de la province, mais je n'en ai pas eu.

[Traduction]

**M. Winch:** Puis-je savoir du ministre des Transports s'il a été pressenti au sujet du prolongement du chemin de fer Pacific Great Eastern jusqu'au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest? Sinon, le gouvernement fédéral se propose-t-il de construire une autre voie ferrée dans le Nord?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, la société Hedlin-Menzies a préparé en premier lieu, à l'intention du ministre des Transports fédéral, un rapport renfermant des renseignements précieux pour la Colombie-Britannique; ce rapport a été adressé, il y a quelque temps, au gouvernement de la province, après quoi, j'ai rencontré le premier ministre provincial. On a formé un comité fédéral-provincial constitué de représentants des deux paliers de gouvernement pour étudier l'ensemble de la question relative au prolongement d'une voie ferrée jusqu'au nord de la Colombie-Britannique et, nous l'espérons, au Yukon.

• (11.40 a.m.)

**M. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, à titre de question supplémentaire, je voudrais demander au ministre des Transports, étant donné que le prolongement d'une ligne ferroviaire par le CN dans le Nord de la Colombie-Britannique traîne depuis des années, s'il peut dire quand ce comité fédéral-provincial terminera ses discussions et fera une annonce, notamment au sujet des projets du CN?

**L'hon. M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, j'espère que ce sera avant longtemps. Il s'agit d'un document technique très compliqué mettant en cause, sauf erreur, cinq ou six parcours possibles et il faut en faire une étude très approfondie sur les lieux. Toutefois, le gouvernement de la Colombie-Britannique et notre propre gouvernement tiennent à ce que cette étude soit terminée aussitôt que possible. Le député ne doit pas me prendre au mot, mais j'espère que d'ici la fin de l'année, nous pourrons prendre une décision à ce sujet.

\* \* \*

## LES PORTS

### PRINCE RUPERT—LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

**M. Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une autre question supplémentaire au sujet d'une affaire connexe. Puis-je demander au ministre quand il

compte annoncer ce que son ministère fera à propos de l'aménagement du port à Prince Rupert?

**L'hon. M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, je ne crois pas être indiscret en ce moment, mais j'ai fait savoir au gouvernement de la Colombie-Britannique que le gouvernement fédéral était disposé à faire de Prince Rupert un port national. Des pourparlers à cette fin sont actuellement en cours et c'est une des questions que je compte bien discuter lorsque je me rendrai en Colombie-Britannique en fin de semaine.

\* \* \*

## LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

### POLYMER—LE GOUVERNEMENT ET LES MISES À PIED—LA POLITIQUE

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le gouvernement s'est apparemment engagé à éviter de nouvelles mises à pied dans l'industrie manufacturière canadienne, la décision que la Polymer a annoncée le 3 septembre de mettre 72 employés de Sarnia à pied le 4 octobre a-t-elle été prise en consultation avec le gouvernement et avec son approbation? Sinon, fait-on quelque chose pour assurer que la Polymer se conforme à la politique gouvernementale à ce sujet?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, les journaux ont expliqué les difficultés que la Polymer éprouve. La société a perdu un contrat très important avec le Japon et je présume que c'est en partie la cause de la mise à pied de 72 personnes.

**L'hon. M. Dinsdale:** Le gouvernement a-t-il défini une politique en ce qui concerne les employés et les mises à pied dans toutes les sociétés et agences de la Couronne? Si oui, quand le ministre en fera-t-il l'annonce officielle?

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, je porterai cette question à l'attention du ministre du Travail, qui en a la responsabilité.

\* \* \*

## LES TRANSPORTS

### LES RISTOURNES SUR LES BILLETS DE CHEMIN DE FER—LE CAS DES AVEUGLES ET DES INVALIDES

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme on a annoncé récemment que les Canadiens âgés pourront bénéficier de billets à prix réduits sur les chemins de fer, ce qui rallie l'approbation de tous les députés, le ministre voudrait-il user de son influence afin que ces avantages soient étendus aux aveugles et aux invalides?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** C'est une excellente suggestion, monsieur l'Orateur, et je la transmettrai avec plaisir aux dirigeants des chemins de fer.